

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative Reffye  
10 rue Amiral Courbet BP 1708  
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 05/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KNAUF INSULATION LANNEMEZAN**

501 voie napoléon III  
65300 Lannemezan

Références : 2024-0467-dp  
Code AIOT : 0006806581

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement KNAUF INSULATION LANNEMEZAN implanté 501 VOIE NAPOLEON III 65300 LANNEMEZAN. L'inspection a été annoncée le 28/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INSULATION LANNEMEZAN
- 501 VOIE NAPOLEON III 65300 LANNEMEZAN
- Code AIOT : 0006806581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de production KNAUF de Lannemezan est spécialisé dans la fabrication de laine de verre. A ce titre, le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juin 2008, complété par les arrêtés préfectoraux des 12 mai 2010, 06 août 2010, 10 août 2017 et 07 décembre 2021. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur des activités de fusion de matières minérales (rubrique 3340).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance environnementale_Poussières et métaux	AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.5	Demande d'action corrective	3 mois
2	Surveillance environnementale dans les sols	AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance environnementale sur les végétaux	AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.3	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 3.1.1	Sans objet
6	Déclaration consommation GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2020, article 4	Sans objet
7	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
8	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
9	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection est consacrée à la surveillance environnementale des installations, ainsi qu'à l'action sécheresse.

### Surveillance environnementale :

L'exploitant réalise une surveillance environnementale autour de son site au moyen d'analyses des retombées de poussières et de métaux dans l'air et dans le sol, ainsi que l'accumulation de métaux dans les végétaux. La fréquence de surveillance et le respect des valeurs limites d'émissions (VLE) sont conformes aux dispositions de l'article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2017, hormis pour deux points prélevés sur les végétaux lors de la campagne du 22 juillet 2024. L'exploitant doit procéder à une nouvelle analyse sur cette matrice et à l'évaluation des sources potentielles de contamination issues de leurs installations. A noter que la localisation de certains points de mesures a été révisée dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale déposé le 29 septembre 2023.

Par ailleurs, la surveillance des rejets atmosphériques du 27 mai 2024 a mis en évidence un dépassement des VLE pour les paramètres  $\text{SO}_2$  et  $\text{NO}_x$ . L'exploitant a procédé à la mise en place immédiate d'actions correctives sur le four, ce qui a permis le retour à la conformité du paramètre  $\text{NO}_x$  (confirmé par une nouvelle analyse). Les valeurs de rejets des  $\text{SO}_2$  étant toujours non-conformes, l'exploitant doit poursuivre son analyse sur l'origine du dépassement et définir les actions correctives nécessaires à mettre en œuvre dans les plus brefs délais.

Considérant que le non respect des valeurs seuils relevant d'une non-conformité réglementaire, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques de ses installations.

### Action sécheresse :

L'exploitant utilise, pour ses besoins industriels, l'eau du canal de la Neste. Celle-ci est prélevée par la société ARKEMA, avant d'être envoyée chez KNAUF INSULATION, dans le cadre d'une convention. L'exploitant a équipé une grande partie de ses installations en débitmètres, lui permettant ainsi d'avoir une connaissance fine de sa consommation en eau pour l'ensemble de ses activités. A date, l'exploitant recycle 67 % de l'eau prélevée dans le milieu par l'intermédiaire d'une réutilisation des vapeurs d'eau des fumées, des eaux de nettoyage et des eaux de refroidissement des installations.

Au regard des éléments démontrés en séance, l'Inspection considère que l'exploitant est exempté des restrictions de volumes prélevés dans le milieu, définies au I. de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance environnementale\_Poussières et métaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2008 :</p> <p>[...]</p> <p>Surveillance des retombées de poussières et de métaux dans l'air ambiant :  L'exploitant réalise des mesures de retombées de poussières et de métaux précédemment définis dans l'air ambiant. Le nombre minimal de points de mesure est de trois. Ces points sont positionnés en deux lieux opposés par rapport aux cheminées de rejet : deux points en zone de retombées principales, un point en zone de retombées secondaires. Ces mesures portent au minimum sur les paramètres pH, poussières et métaux et sont réalisées tous les deux ans et sur des campagnes de 15 jours au minimum.</p> <p>[...]</p> <p>Les rapports issus des campagnes de mesures tirent des conclusions et proposent des actions planifiées, à partir des résultats des mesures effectuées, des conditions de fonctionnement des installations, des conditions météorologiques, et de toutes autres données utiles.  Ces résultats sont assortis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons, et de l'indication des normes en vigueur utilisées,</li> <li>• d'une comparaison des différents paramètres aux valeurs limites réglementaires ou à défaut aux valeurs guides existantes en vigueur à la date du dit rapport et des commentaires de l'exploitant.</li> </ul> <p>Article 6.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2017:</p> <p>Les prescriptions de l'article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2 008 165-10 - mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement, sont modifiées de la façon suivante:</p> <p>[...] "... Ces mesures portent au minium sur les paramètres pH, poussières, et métaux et sont réalisées tous les deux ans, sur des campagnes de 15 jours minimum".</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux dernières campagnes d'analyses des retombées de poussières et de métaux dans l'air ambiant ont été réalisées par l'exploitant, à l'automne 2022 (du 15 septembre 2022 au 13 octobre 2022) et au printemps 2024 (du 27 mai 2024 au 25 juin 2024).</p> <p>Les rapports d'analyses de la société IRH indiquent que les jauges Owen ont été installées sur une moyenne de 30 jours consécutifs.</p> <p>La fréquence de surveillance, le contenu des rapports et les valeurs mesurées sont conformes aux dispositions de l'article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2017.</p> <p>A noter qu'en séance, l'exploitant précise que les points de contrôles "Anémomètres" et "château" ont été déplacés (respectivement à la cité des ingénieurs et à l'école), à la suite de l'étude des risques sanitaires réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale déposée le 29 septembre 2023.</p> <p>L'Inspection relève également que la rose des vents présentée dans le dossier a été définie sur les années 2017 et 2019. Une actualisation de cette dernière, avec des données plus récentes, est demandée par l'Inspection.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, actualiser la rose des vents avec les données météorologiques 2023 et 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Surveillance environnementale dans les sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article n° 82.1.3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2008 :</u>  L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Poussières,</li> <li>• Cadmium, mercure et thallium et leurs composés,</li> <li>• Arsenic, cobalt, sélénium et leurs composés,</li> <li>• Plomb et ses composés.</li> </ul> <p>[...]  Cette surveillance est réalisée conformément aux modalités définies ci-après, et les mesures demandées sont effectuées au minimum dans la zone d'influence des cheminées de rejet de l'installation définie par les études de dispersion des effluents atmosphériques.</p> <p>[...]  Surveillance de l'accumulation du plomb dans les sols:  Tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser 3 prélèvements, au niveau des points cités à l'alinéa précédent, et les analyses correspondantes permettant de déterminer la teneur en métaux dans le sol. Ces mesures sont réalisées à douze mois d'intervalle (plus ou moins 15 jours).</p> <p>[...]  Les rapports issus des campagnes de mesures tirent des conclusions et proposent des actions planifiées, à partir des résultats des mesures effectuées, des conditions de fonctionnement des installations, des conditions météorologiques, et de toutes autres données utiles.  Ces résultats sont assortis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons, et de l'indication des normes en vigueur utilisées,</li> <li>• d'une comparaison des différents paramètres aux valeurs limites réglementaires ou à défaut aux valeurs guides existantes en vigueur à la date du dit rapport et des commentaires de l'exploitant.</li> </ul> <p><u>Article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2017:</u>  Les prescriptions de l'article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2 008 165-10 - mesure de l'impact des</p>

<p>rejets atmosphériques sur l'environnement, sont modifiées de la façon suivante:  [...]"... Tous les trois ans, l'exploitant fait réaliser 3 prélèvements, au niveau des points cités à l'élément précédent et les analyses correspondantes permettant de déterminer la teneur en métaux dans le sol. ces mesures sont réalisées à la même période de l'année (plus ou moins 15 jours)".</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les trois dernières campagnes d'analyses des retombées atmosphériques sur les sols ont été réalisées par l'exploitant, du 17 octobre au 5 novembre 2020, du 15 septembre au 13 octobre 2022 et du 27 mai au 25 juin 2024 par la société IRH.</p> <p>La fréquence de surveillance, le contenu des rapports d'analyse et les valeurs mesurées sont conformes aux dispositions de l'article 6.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2017.</p> <p>Pour autant, l'Inspection constate que les trois dernières mesures n'ont pas été réalisées lors de la même période, à plus ou moins 15 jours d'intervalles comme l'exige l'article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2017.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit garantir la programmation des prochaines campagnes d'analyses des retombées en poussières sur les sols, lors des mêmes périodes de prélèvements que les années précédentes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Surveillance environnementale sur les végétaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8.1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2008:  [...]  Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur les végétaux :  Le dépôt sur les végétaux et l'imprégnation des végétaux par les métaux, dans l'environnement de l'établissement, fait l'objet de mesures au minimum tous les trois ans, qui doivent être réalisées entre juin et septembre.</p> <p>Ces mesures seront réalisées, dans la mesure du possible, sur les types de végétaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• herbe dans deux prairies destinées à l'alimentation animale ;</li> <li>• une production végétale destinée à l'alimentation humaine sur deux parcelles différentes ;</li> <li>• une production végétale destinée à l'alimentation animale sur deux parcelles différentes.</li> <li>• De plus, une analyse du sol est également réalisée à proximité de chaque prélèvement de végétaux.</li> </ul> <p>[...]</p>

Les rapports issus des campagnes de mesures tirent des conclusions et proposent des actions planifiées, à partir des résultats des mesures effectuées, des conditions de fonctionnement des installations, des conditions météorologiques, et de toutes autres données utiles.  
Ces résultats sont assortis :

- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons, et de l'indication des normes en vigueur utilisées,
- d'une comparaison des différents paramètres aux valeurs limites réglementaires ou à défaut aux valeurs guides existantes en vigueur à la date du dit rapport et des commentaires de l'exploitant.

Article 6.5 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2017:

Les prescriptions de l'article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral n°2 008 165-10 - mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement, sont modifiées de la façon suivante:

[...] "le dépôt sur les végétaux et l'implantation des végétaux par les métaux, dans l'environnement de l'établissement fait l'objet de mesure au minimum tous les trois ans, qui doivent être réalisées entre juin et septembre..."

#### **Constats :**

La dernière campagne d'analyses d'accumulation dans les végétaux a été réalisée par l'exploitant le 6 juin 2023.

Le rapport du bureau d'études IRH du 22 août 2023 indique un dépassement des valeurs réglementaires en plomb pour le point "Anémomètre" (prélèvement sur du maïs) et le point de "M. REME" (échantillonnage sur la salade). L'exploitant déclare en séance ne pas avoir donné de suite à ces non-conformités. Il précise néanmoins:

- qu'une nouvelle analyse sera réalisée très prochainement sur l'ensemble des points (anciens et nouveaux),
- qu'il procédera à l'analyse des sources potentielles de contamination afin de savoir si elles sont issues de son installation.

Par ailleurs, la fréquence de surveillance et le contenu des rapports d'analyses sont conformes aux dispositions de l'article 8.1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2017.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois :

- programmer une nouvelle analyse d'accumulation de plomb dans les végétaux sur l'ensemble des points,
- procéder à la recherche de sources potentielles de contamination sur ses installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 4 : Surveillance rejets atmosphériques****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/08/2017, article 6.3**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 2.2.4-valeurs limites de concentrations et flux dans les rejets atmosphériques de l'arrêté préfectoral n°2008165-10 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 août 2010, sont remplacées par :

[...]

tableau

L1	VLE	concentration mg/Nm <sup>3</sup>	flux kg/h	flux spécifique en kg/t de verre fondu
	Poussières	20	0,4	0,05
	SO <sub>x</sub>	135	2,7	0,26
	NO <sub>x</sub>	300	6	0,5
	COVHM	20	0,4	/
	HCl	10	0,2	0,02
	HF	5	0,1	0,02
	métaux classe I- Hg+Ti+Cd	0,1 (0,05 par métal)	0,002	/

	métaux classe II- CO+Ni+Se+AS	1	0,02	/
	métaux classe I - I - I - Sb+Cr+Mn+V+S n	5	0,1	/
	Pb	1	0,02	/
	As+Co+Ni+Cd+S e+CrVI	1	0,02	0,0025
	As+Co+Ni+Cd+S e+CrVI+Sb+Pb+ CrIII+Cu+Mn+V+ Sn	2	0,04	0,005
	H <sub>2</sub> S	5	0,1	/

[...]

#### Constats :

Lors de la visite, l'exploitant informe l'Inspection que, lors des analyses effectuées sur les rejets du four L1 par la société IRH le 27 mai 2024, un dépassement des VLE a été mis en évidence pour les paramètres SO<sub>2</sub> (mesurées à 149 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 135 mg/Nm<sup>3</sup>) et NO<sub>x</sub> (mesurées à 402 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 300 mg/Nm<sup>3</sup>). A noter que le rapport d'analyse a été transmis par IRH à l'exploitant le 16 septembre 2024.

L'exploitant a procédé à la mise en place immédiate d'actions correctives sur le four (réglage du rapport oxygène/gaz). Dans le cadre d'un contrôle inopiné, la société APAVE a effectué une analyse des rejets atmosphériques les 03 et 17 juin 2024, soit deux semaines après les prélèvements d'IRH. Le rapport provisoire de l'APAVE démontre le respect de la VLE pour les NO<sub>x</sub> mais le maintien de la non-conformité pour le paramètre SO<sub>2</sub>. L'exploitant indique en séance qu'il travaille actuellement sur l'analyse de la cause du dépassement et la définition d'actions correctives nécessaires pour abattre ce paramètre. La qualité des matières premières entrantes

est un scénario étudié.

Ces informations livrées en séance par l'exploitant, ont été confirmées par courriel d 30 septembre 2024.

Le non respect des valeurs seuils relevant d'une non-conformité réglementaire, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques de ses installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois :

- mettre en place des actions correctives,
- procéder à une nouvelle analyse des rejets atmosphériques justifiant du respect des valeurs limites d'émission pour le paramètre SO<sub>2</sub>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 5 : Consommation en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2008, article 3.1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Débit de prélèvement autorisé

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d'eau, hors besoin sanitaires, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : 600 m<sup>3</sup>/j

**Constats :**

L'exploitant utilise pour ses besoins industriels, l'eau du canal de la Neste. Celle-ci est prélevée par la société ARKEMA avant d'être envoyée vers KNAUF dans le cadre d'une convention.

L'exploitant indique que sa consommation d'eau est en moyenne de 550 m<sup>3</sup>/j, volume renseigné dans un registre présenté en séance. Il précise également qu'il est soumis à de fortes variations de consommation en eau en fonction de sa production.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Déclaration consommation GERE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/08/2020, article 4

**Thème(s) :** Situation administrative, Déclaration annuelle

**Prescription contrôlée :**

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque

<p>année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...]</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant a déclaré sous l'application GEREf, un prélèvement en eau de la Neste de 189 878 m<sup>3</sup> et 6314 m<sup>3</sup> en eau potable (utilisée pour les besoins sanitaires et en secours pour les eaux de process) soit un prélèvement total de 196 219 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Réductions d'eau de l'exploitant

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li> <li>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li> <li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li> <li>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant recycle plus de 86% d'eau prélevée dans la Neste via son installation nommée "wash water", détaillée en point de contrôle n°9 et 10 du présent rapport. Il n'est donc pas soumis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (cf. point de contrôle n°10).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Réductions imposables à l'exploitant

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
---

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

**Prescription contrôlée :**

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.

**Constats :**

Par courriel du 14 août 2023, l'exploitant précise ses modalités de calcul du volume de référence de ses installations. Ce dernier a été estimé à 150m<sup>3</sup>/j sur la base des consommations relevées sur l'année 2022.

Il est réparti sur les installations suivantes :

- la fabrication du binder,
- l'injection d'eau pure pour la fibérisation,
- la dilution du silicone pour la fabrication de laine à souffler (laine blanche).

Lors de la visite, l'exploitant précise que depuis la rédaction de cette note, il a fortement investigué sur le sujet de la sobriété hydrique. Ainsi, il a pu renforcer sa connaissance de la consommation en eau des différentes installations, équiper ces dernières de 9 compteurs supplémentaires et optimiser le recyclage des eaux dans son process de production (cf. détail du point de contrôle n° 10 du présent rapport).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Les installations exemptées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2

**Prescription contrôlée :**

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux

établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;

- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la répartition du volume d'eau consommé pour chaque étape du process.

L'eau de la Neste est stockée dans un réservoir nommé "Tank eau process". Ce dernier permet d'alimenter les installations suivantes :

- les deux tours aéroréfrigérées,
- la tour du cullet (matière première),
- le traitement des fumées des fours et des poussières issues de la fibérisation,
- l'alimentation des moyens incendie,
- la fabrication du liant,
- le nettoyage des installations (filtre, convoyeurs..).

Le site est équipé d'un système de récupération d'eau nommé "wash water" permettant de recycler une grande partie des vapeurs d'eau des fumées, des eaux de nettoyage des installations, des eaux de refroidissement du four et des circuits et des eaux utilisées pour l'aspersion de la laine blanche.

Seules les eaux utilisées pour le lavage du filtre à sable, les purges des TAR et le lavage de la tour du cullet sont évacuées vers les lagunes et ne sont pas réutilisées.

Ainsi, sur le volume d'eau total prélevé dans la Neste, 67% est réutilisé dans les installations. L'Inspection considère qu'au regard de ces éléments, l'exploitant est exempté des restrictions de volumes prélevés dans le milieu, définies au I. de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

A noter cependant, qu'il reste soumis au point IV de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, traitant de la déclaration des volumes journaliers prélevées en alerte renforcée ou en crise.

**Type de suites proposées :** Sans suite